

## Concours sciences sociales ENS Paris Saclay 2018

### Épreuve à option : oral d'économie

**Membres du jury :** Camille Abeille-Becker, Jean de Beir, Séverine Menguy, Emmanuelle Taugourdeau, Thomas Vendryes, Caroline Vincensini

**Durée de préparation de l'épreuve :** 1 heure

**Durée de passage devant le jury :** 30 minutes (15 minutes d'exposé et 15 minutes de questions)

**Type de sujets :** question unique

**Modalité de tirage du sujet :** Le sujet est donné au maximum à trois candidats successifs lorsqu'il n'y a qu'un seul jury et peut être donné à six candidats lorsqu'il y a deux jurys en parallèle. Les candidats n'ont pas le choix du sujet.

**Déroulé de l'épreuve :** La préparation de l'épreuve dure une heure. Ensuite, les candidats disposent de 15 minutes pour leur exposé et répondent aux questions du jury pendant 15 minutes. Ces questions sont de trois sortes : une première série est liée au sujet et au contenu exposé par l'étudiant, la seconde série élargit la discussion à d'autres thèmes pour évaluer la culture économique générale des candidats, enfin la troisième série, indépendante du sujet traité, concerne des statistiques macroéconomiques ou microéconomiques. Les questions sur des statistiques ont pour objectif de faire réagir les candidats sur un sujet qui n'est pas lié à leur exposé. Elles permettent de montrer leur capacité à faire le lien entre des faits et des théories économiques et à raisonner avec des outils analytiques (définitions, mécanismes). Pour l'ensemble de ces questions, le jury apprécie particulièrement lorsque les candidats parviennent à se placer dans une posture de discussion et de raisonnement avec le jury.

Ni calculatrice ni documents ne sont autorisés.

### Notes

Sur les 115 candidats convoqués cette année, 93 candidats ont été interrogés, contre 110 en 2017 (suite à l'organisation par l'ENSAI d'un oral d'économie spécifique). Sur l'ensemble des candidats, les notes vont de 3 à 19, la moyenne étant égale à 10,9 (contre 11,3 en 2015, 11,1 en 2016, 10,9 en 2017) et l'écart-type à 3,3 (contre 4 en 2015, 3,8 en 2016, 3,8 en 2017). Parmi l'ensemble des 93 candidats présents, 6 ont obtenu une note inférieure ou égale à 5 (11 en 2015, 8 en 2016, 12 en 2017), 58 candidats une note supérieure ou égale à 10 (59 en 2015, 65 en 2016, 68 en 2017) et 17 candidats une note supérieure ou égale à 15 (25 en 2015, 22 en 2016, 23 en 2017). La distribution des notes est donc stable par rapport aux années précédentes avec un léger tassement des notes inférieures à 5 ou supérieures ou égales

à 15, ce qui se traduit par un léger recul de l'écart-type. La moyenne globale est très proche de celle de l'épreuve orale de sociologie (11/20). Tous ces indicateurs traduisent l'impression du jury d'un maintien d'un niveau très satisfaisant des candidats à cette épreuve dans l'ensemble.

### **Exigences**

En général, les sujets sont formulés sous forme de question. Pour répondre à la question, les candidats doivent mobiliser de manière claire et synthétique les **définitions, concepts et raisonnements** de l'analyse économique, faire appel à des **faits économiques** contemporains ou historiques permettant d'illustrer la pertinence d'un concept ou d'une théorie, rendre compte des **controverse éventuelles** dans la littérature économique et enfin **répondre clairement** à la question à la fin de leur exposé.

L'exposé doit être correctement **structuré**. Dans l'introduction, les candidats doivent justifier de la pertinence du sujet, définir les termes du sujet, dégager une problématique et annoncer leur plan. Le plan lui-même peut être en deux ou trois parties. Il est essentiel que les parties soient clairement définies et clairement annoncées. La conclusion récapitule, répond à la question et propose dans la mesure du possible des ouvertures ou prolongements au sujet. Les candidats peuvent utiliser le tableau s'ils le souhaitent pour, notamment, préciser une définition (ex. équation macroéconomique comptable) ou illustrer un raisonnement (ex. schéma microéconomique). Il est recommandé de bien soigner la présentation pendant la préparation : un schéma imprécis voire incorrect porte un grand tort à l'exposé.

Nous continuons à valoriser, comme les années précédentes, la capacité des candidats à situer un phénomène économique ou un courant de pensée dans son **contexte historique**. Par exemple, nous attendons qu'ils sachent si nous sommes dans une période de forte ou faible inflation et quelles ont été les grandes évolutions de l'inflation au moins depuis 1945 en France (les références à l'entre-deux-guerres ou au XIX<sup>e</sup> siècle sont bien sûr les bienvenues également) ; ou si nous sommes dans une période de politique budgétaire expansionniste ou restrictive et quelles ont été les grandes évolutions du recours à la politique budgétaire. De la même manière, les candidats doivent pouvoir positionner un courant économique qu'ils mobilisent dans la chronologie et par rapport à d'autres courants (antérieurs, contemporains, postérieurs). Par ailleurs, nous pénalisons l'absence d'une référence attendue, comme Ricardo, dans le sujet sur « La terre est-elle source de valeur ? », même si cette référence canonique n'épuise pas le contenu de la réflexion.

Les interrogations en 2019 porteront sur le **nouveau programme**, mais **l'esprit de l'épreuve** (valorisation de la rigueur, de la construction du propos, de la posture de dialogue avec le jury) **restera inchangé**.

### **Bilan**

Comme les années précédentes, la forme de l'exposé est globalement satisfaisante pour la majorité des candidats (plan construit, clair, parties assez équilibrées, respect du temps). En ce qui concerne le fond, nous avons constaté cette année encore une très grande hétérogénéité entre les candidats : 18% des candidats a obtenu une note supérieure ou égale à 15, ce qui indique un bon ou très bon traitement du sujet posé (21% en 2017), tandis que 37% d'entre eux a obtenu une note strictement inférieure à la moyenne, c'est-à-dire que 63% des

candidats remplissent les critères de base de l'épreuve (contre 66% en 2015, 60% en 2016, 62% en 2017). Parmi les lacunes les plus courantes dans les prestations en dessous de la moyenne, signalons des lacunes de définitions de base et/ou la méconnaissance de mécanismes économiques fondamentaux et/ou de faits économiques importants, les références absentes ou imprécises à des travaux économiques (les théories ou auteurs sont cités au détour d'une phrase sans les développer, et lorsqu'ils sont interrogés à leur propos, les candidats ne peuvent citer avec précision un auteur, un ouvrage, un article, ou développer un concept), ou encore des développements hors sujet (de moins en moins fréquents).

### **Points faibles**

Il nous semble que le niveau des candidats reste très hétérogène en **microéconomie**. Nous avons en effet eu plusieurs prestations très bonnes voire excellentes, qui témoignent d'une grande maîtrise des définitions et mécanismes de base, ainsi que d'une capacité à les utiliser pour raisonner sur des exemples ; et en parallèle, d'autres prestations traduisant un très faible investissement de la part des candidats dans ce champ essentiel de l'analyse économique. Ces derniers ne savent pas tracer une fonction d'utilité ou expliquer la différence entre coûts fixes et coûts variables ; ignorent ce qu'est un taux marginal de substitution ; pensent que les agents « maximisent leurs préférences » ; ne savent pas caractériser formellement les rendements d'échelle dans une fonction de production ; ou ignorent ce qu'est un monopole naturel et quelles peuvent être ses sources. Nous continuons à nous étonner, comme les années précédentes, que plusieurs candidats ne puissent faire le lien entre rémunération du capital (travail) et sa productivité, c'est-à-dire la dérivée de la fonction de production par rapport au capital (travail). Nous encourageons très vivement les candidats à s'approprier ne serait-ce que les définitions et concepts de base en microéconomie, ce qui leur permettrait d'éviter les notes les plus basses de la distribution.

La **comptabilité nationale** figure au programme. Nous n'attendons pas des étudiants une expertise « comptable » (ou « technique ») de ces questions. L'objectif est de maîtriser les définitions essentielles et de bien comprendre comment la comptabilité nationale permet d'éclairer les raisonnements économiques. Nous regrettons par exemple que certains candidats ne puissent pas expliquer ce que mesure le PIB, ou énoncer ce qu'est la FBCF et la relier à la notion d'investissement. Il s'agit aussi d'avoir quelques notions sur l'histoire de la construction de la comptabilité nationale, son lien avec l'émergence de la macro-économie et l'histoire économique des Trente glorieuses.

Les prestations en **macroéconomie** ont été globalement plus satisfaisantes, même si l'hétérogénéité entre candidats dans leur connaissance du cadre macroéconomique européen ne s'est pas encore entièrement résorbée (certains pensent encore que le Pacte de stabilité et de croissance concerne le niveau d'inflation). La déflation s'avère être une notion mal comprise (inflation, désinflation, déflation...) et un phénomène historique sur lequel les candidats ont des idées assez floues.

Nous encourageons les candidats à poursuivre leurs efforts pour **faire le lien entre les différents éléments du programme**. Par exemple, à partir de la définition conceptuelle du capital humain et des outils de la comptabilité nationale, plusieurs candidats ont eu du mal à

concevoir que le capital humain, en comptabilité nationale, rentre dans la consommation des ménages et non pas dans l'investissement. « Le prix est-il toujours un bon signal ? » devait inciter les candidats à réfléchir aux prix sur différents marchés (biens et services, travail, biens gratuits, marchés financiers avec les bulles autoréférentielles à la Orléan, etc.).

### **Éléments valorisés**

Environ le cinquième des candidats s'est acquitté de l'exercice en respectant les attendus du jury : bonne structure formelle (présentation claire, rigoureuse, équilibrée), bonne – voire très bonne – connaissance des définitions, théories et faits économiques, ainsi que des auteurs de référence, assez bonne ou bonne capacité à relier les questionnements théoriques à des questions empiriques appliquées, bonne ou très bonne réactivité dans l'échange avec le jury. La distinction au sein de cet ensemble de candidats se fait ensuite en fonction de la richesse des analyses, des exemples, et de la capacité à présenter une réflexion manifestement personnelle s'écartant des fiches de cours toutes faites (certaines se révélant par ailleurs fort bien faites, mais toujours un peu plaquées sur les sujets posés).

Nous soulignons tous les ans que nous encourageons les candidats à voir les **aspects empiriques de tout sujet**, pour montrer leur capacité à relier les raisonnements théoriques et leurs champs d'application empiriques (sans que cela ne se fasse toutefois au détriment de connaissances de base relatives aux analyses théoriques). Nous avons constaté à ce propos un progrès depuis plusieurs années et encourageons les candidats à poursuivre dans cette voie. Cela est particulièrement important pour les sujets portant explicitement sur un phénomène économique. Par exemple, le sujet « Les marchés financiers permettent-ils une rencontre efficace entre les capacités et les besoins de financement des agents économiques ? » appelait quelques notions précises sur l'évolution du rôle des marchés financiers sur le moyen terme (transformations à partir des années 1980 en France) et quelques éléments plus récents si possible, même si nous n'exigeons pas bien sûr que les candidats aient une connaissance très pointue des développements les plus contemporains. Nous avons valorisé les candidats qui avaient une bonne notion des écarts de taux de chômage entre les pays (« Comment expliquer les disparités de taux de chômage en Europe ? ») : nous n'exigeons pas la connaissance par cœur des valeurs pour 10 pays sur 10 ans, mais la maîtrise des ordres de grandeur est indispensable.

Nous encourageons aussi les candidats à montrer qu'ils sont capables de trouver des exemples et applications concrètes pour des sujets apparemment plus abstraits, car un sujet n'est jamais entièrement théorique. Ainsi les sujets « La demande est-elle élastique ? » ou « De quoi dépend l'offre du producteur ? » appelaient à inclure des réflexions sur les enjeux empiriques des débats conceptuels par ailleurs assez bien maîtrisés.

Nous apprécions également lorsque le candidat introduit un peu de recul en introduction sur **l'histoire de la pensée** de la notion ou du phénomène qui est discuté. Cela reste pertinent quel que soit le sujet posé et est l'occasion pour le candidat de montrer (brièvement) sa culture ; cela peut bien sûr prendre des proportions plus importantes (incluses dans le corps du développement) si le sujet l'exige. Nous avons constaté que les candidats tendent à le faire de moins en moins depuis quelques années et nous les encourageons à ne pas négliger cet aspect de la mise en perspective de leur sujet.

Une partie des écarts entre des prestations moyennes ou des bonnes et très bonnes prestations tient à la capacité des candidats à **distinguer et organiser** différents aspects du sujet posé. Par exemple, sur une question comme « Le prix est-il toujours un bon signal ? », nous avons valorisé les candidats qui ont su dès leur introduction mettre en évidence l'existence de différentes sortes de prix et utiliser ces distinctions pour structurer leur propos, en montrant en l'occurrence que les raisons de la rigidité des prix peuvent être vues comme similaires (ex. micro vs. macro) ou différentes (spécifiques à chaque type de marché). « Peut-on parvenir à un optimum social à partir des préférences individuelles ? » pouvait renvoyer à des questions d'agrégation des préférences individuelles à un instant  $t$  (problématique du vote par exemple), à des arbitrages intertemporels entre deux générations (thème de l'environnement par exemple), etc. Il s'agit non seulement d'identifier les éléments du programme qui relèvent du sujet et qui débordent parfois de la première référence évidente, mais aussi de les hiérarchiser et de les articuler dans un raisonnement qui progresse pour aller au-delà de la juxtaposition d'éléments hétéroclites.

## Liste des sujets posés en 2018

- A quoi sert le TES ?
- Comment expliquer les disparités de taux de chômage en Europe ?
- Comment mesurer la santé économique d'un pays ?
- De quoi dépend l'efficacité des politiques conjoncturelles ?
- De quoi dépend l'offre du producteur ?
- De quoi dépendent les surplus des consommateurs et des producteurs sur un marché ?
- Épargner ou s'endetter ?
- Existe-il un dilemme entre quantité et qualité des emplois ?
- Faut-il encourager l'investissement ?
- Faut-il préférer l'inflation à la déflation ?
- L'échange accroît-il le bien-être ?
- L'épargne est-elle toujours égale à l'investissement ?
- L'équilibre du budget de l'État est-elle une fin en soi ?
- L'offre est-elle élastique ?
- La banque centrale contrôle-t-elle la création monétaire ?
- La demande est-elle élastique ?
- La flexibilité du marché du travail est-elle synonyme d'emploi ?
- La terre est-elle source de valeur ?
- Le prix est-il toujours un bon signal ?
- Les agents économiques se font-ils confiance ?
- Les hommes et les femmes partagent-ils le même marché du travail ?
- Les marchés financiers permettent-ils une rencontre efficace entre les capacités et les besoins de financement des agents économiques ?
- Les taux d'intérêt peuvent-ils être trop bas ?
- Peut-on éviter la formation de monopoles ?
- Peut-on parvenir à un optimum social à partir des préférences individuelles ?
- Pourquoi détenir des liquidités ?
- Pourquoi les grandes entreprises n'ont-elles pas fait disparaître les petites ?
- Quel est l'apport des marginalistes à l'analyse de la répartition ?
- Quels sont les objectifs de la Banque centrale européenne ?
- Soutenir l'offre ou soutenir la demande ?
- Tous les agents font-ils face à des contraintes budgétaires ?
- Tous les biens ont-ils un prix ?
- Une économie peut-elle fonctionner sans entreprises ?

## Exemples de statistiques posées

### 1) Evolution de la consommation, du revenu et du taux d'épargne, France, % (INSEE 2018)

	2010	2013	2016
Consommation (volume)	1,9	0,7	2,0
Pouvoir d'achat du revenu disponible brut	1,6	-1,2	1,8
Taux d'épargne	16,0	14,2	13,9

### 2) Transactions immobilières et taux d'intérêt

	2007	2014	2016
Nb transactions immobilières	810 000	720 000	850 000
Taux d'intérêt fixe à 20 ans	4.4 %	2.7 %	2.15 %

### 3) Taux de chômage et taux de pauvreté, %, France

	Taux de chômage	Taux de pauvreté
2008	7,4	13,1
2014	10,3	14,1

### 4) Variation des dépenses de santé par tête en termes réels (OCDE)

	2000-2009	2009-2012
Allemagne	2,1%	1,8%
Grèce	5,4%	-9,0%

### 5) Taux d'activité et taux de chômage des hommes et des femmes en France, % (INSEE)

	Taux d'activité		Taux de chômage	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
2007	74,7	64,9	7,5	8,6
2015	75,5	67,6	10,5	9,5

### 6) Part de diplômés de l'enseignement supérieur (2015), en %

	25/34 ans	55/64 ans
Allemagne	29.6	25.6
Royaume Uni	49.2	35.5
EU	46.5	41.4